



## MAIRIE DE LES-ARCS-SUR-ARGENS

### Extrait du registre des délibérations du conseil municipal Du 05 février 2024

#### Délibération n° 24.01.12 - Modification du protocole du temps de travail

L'an deux mille vingt-quatre le cinq février à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de LES ARCS Var, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, Salle du Conseil, sous la présidence de Mme Nathalie GONZALES, Maire.

**Date de la convocation :** mardi 30 janvier 2024

#### Présents :

Nathalie GONZALES, Olivier POMMERET, Christophe FAURE, Geneviève DIBO, Frédéric LAMAT, Marie-pierre CHARLES, Stéphane HUDDLESTONE, Damien LOMBARD, Francine DOLLA, Nathalie CHALOPIN, Sophie BONNAUD, Philippe COTTE, Christophe MELET, Léo DOMERGUE, Laurent BONZI, Emilie GROSSI-WAGNER, David ROLFI, Nicolas DATCHY, Nadia ZEGRE

#### Absents :

Floris GRANDVARLET, Amélie BOURCET, Cindy FORTERRE-ROL, Bouchra EDDADSI BARQANE, Pierre KESTEMONT, Christophe CHAVERNAS

#### Procurations :

VIRQUIN Christelle a donné pouvoir à POMMERET Olivier, CHALOT-FOURNET Christine a donné pouvoir à GONZALES Nathalie, LEQUENNE Fabienne a donné pouvoir à ZEGRE Nadia, DURANDO Julien a donné pouvoir à ROLFI David

Nombre de conseillers				
En exercice	Présents	Absents	Procurations	Votants
29	19	6	4	23

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n°85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;

Vu le décret n°2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature ;

Vu le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2004-878 du 26 août 2004 modifié relatif au compte épargne temps dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 2015-580 du 28 mai 2015 permettant à un agent public civil le don de jours de repos à un autre agent public parent d'un enfant gravement malade ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 29 novembre 2023 ;

Par délibération n°21.03.74, la commune des Arcs a fixé un protocole d'accord relatif à l'aménagement du temps de travail.

Il est proposé d'apporter les modifications suivantes :

**Point 1 : pose des congés et RTT en page 10**

Les dates de congés annuels doivent être posées selon les outils mis à disposition dans chaque service. La pose doit être anticipée et planifiée de manière prévisionnelle avant le 31 mars N, ou avant le 31 décembre N-1 pour certains plannings annualisés, et validée par le responsable de service.

La pose des RTT, en accord avec le responsable de service, est libre dans le respect des nécessités de service et des obligations de continuité de service public. Au minimum deux tiers des RTT doivent être soldées au 30 septembre de l'année en cours. Cette mesure réglementaire a pour incidence de limiter la pose de RTT sur le CET à 4 (pour un équivalent temps plein à 37h) ; à 2 pour un ETP à 36h...etc  
En cas d'impossibilité pour raison de service, toute exception devra être replanifiée en accord avec le responsable de service.

**Point 2 : pose des récupérations des HC et HS en page 11**

La pose des récupérations, en accord avec le responsable de service, est libre dans le respect des nécessités de service et des obligations de continuité de service public.

A partir d'une ½ journée de récupération, l'agent doit anticiper au maximum sa demande.

Les récupérations acquises au cours de l'année N doivent impérativement être posées par semestre (du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin et du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre) et au plus tard le 31 décembre de l'année N. Pour les heures générées en fin d'année (à partir du 15 décembre et jusqu'au 31 décembre) report possible jusqu'au 31 janvier de l'année N+1. Pas de CET possible.

Les Heures Supplémentaires sont limitées à 25hs par mois (pour un équivalent temps plein). Pour les agents à temps partiel ou temps non complet le nombre d'heures complémentaires sera proratisé en fonction de leur temps de travail.

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- d'adopter les modifications apportées au protocole du temps travail

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.**

  
Le Maire,  
**Nathalie GONZALES**